

Le secteur minier en Afrique Subsaharienne

Problématiques, Enjeux et Perspectives

Performances Management Consulting est une société de conseil en management stratégique, créée en 1995 par des consultants africains ayant acquis une solide expérience dans des cabinets et des entreprises de rang mondial. Le cabinet s'est fixé comme ambition d'être un acteur de la transformation des économies africaines.

Dans ce cadre, le cabinet Performances publie de façon régulière des notes sectorielles sur un secteur clé pour la lutte contre la pauvreté et l'émergence de l'Afrique. Ces notes vous proposent une description précise du secteur, identifient les enjeux stratégiques et mettent en perspective les défis majeurs auxquels les décideurs publics et les acteurs privés devront faire face.

Ce document est un résumé de la note sectorielle sur les changements climatiques en Afrique de l'Ouest.

L'intégralité de cette publication est disponible sur le site web de PMC :

www.performancesconsulting.com

Sommaire

Les minéraux interviennent à tous les niveaux la vie de l'homme et de l'économie.....	4
La mondialisation des marchés a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs miniers	4
La Chine est devenue le nouveau leader du secteur minier mondial	5
Le secteur minier a été fortement affecté par la crise financière de 2008.....	5
L'Afrique subsaharienne est une zone au sous sol riche en ressources minières	6
La législation dans le secteur a été révisée afin de faire des mines un levier de croissance en Afrique.....	7
La crise financière a impacté la production de l'or, du diamant, des minerais ferreux et énergétiques en Afrique	9
L'industrie minière africaine reste dominée par l'extraction et l'exportation de minerais bruts	10
L'impact de l'industrie minière en Afrique est limité par les insuffisances, l'opacité et les malversations dans la gouvernance du secteur.....	11
Les différentes facilités intégrées aux législations pour attirer les investissements ont réduit les retombées fiscales du secteur minier en Afrique.....	11
A coté de l'industrie minière, l'exploitation artisanale reste assez prépondérante en Afrique	12
Malgré des ambitions sectorielles communes, les stratégies de développement de l'industrie minière ne s'inscrivent pas dans une approche régionale.....	12
La baisse des cours des ressources minières, à cause de la crise financière, a entraîné une chute importantes des recettes pour les Etats en Afrique	13
L'arrivée de la Chine a accentué la compétition et ouvert la voie à des négociations d'Etat à Etat plus équitables pour l'exploitation des ressources minières en Afrique.....	13
L'industrie minière a le potentiel pour devenir un véritable levier de croissance économique et de lutte contre la pauvreté dans les pays africains.....	13
Pour améliorer l'impact économique et social du secteur minier en Afrique, le renforcement du cadre législatif et l'assainissement de la gouvernance constituent une priorité	15
L'élaboration de stratégies régionales de développement du secteur minier et le développement de la transformation constituent un défi pour les pays africains	16
Des réformes profondes sont nécessaires pour assurer un apport durable du secteur minier au développement économique des pays africains	17
La reprise des cours de minerais ouvre des perspectives importantes pour les pays miniers en Afrique.....	17

Executive Summary

... Les minéraux interviennent à tous les niveaux la vie de l'homme et de l'économie

L'exploitation minière remonte à l'antiquité et constitue l'une des plus vieilles industries du monde. De nombreux substances et objets utilisés dans notre vie quotidienne ont été obtenus par l'exploitation minière. De la voiture au téléphone, en passant par les ordinateurs, pratiquement tous les minéraux entrent dans la production d'objets utilisés au quotidien.

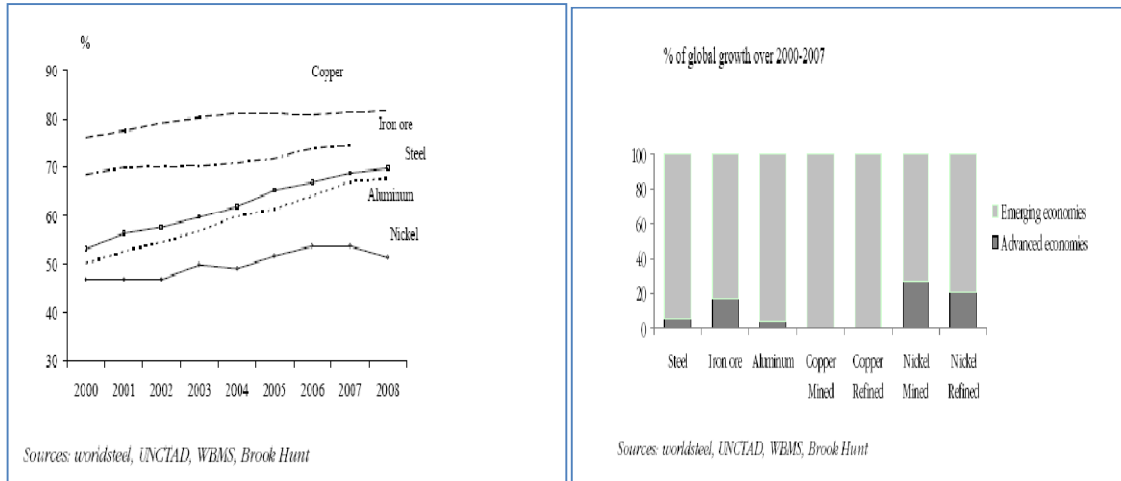
Tableau 1 : segmentation de l'industrie minière

Minéraux							
	Minéraux énergétiques	Minéraux métalliques			Minéraux non métalliques		
		Métaux ferreux	Métaux précieux	Métaux Communs	Minéraux de construction	Minéraux industriels	Pierres précieuses
Minerais	Charbon, Uranium	Minerai de fer, niobium, tantale, titane	Or, platine, argent	Bauxite, cobalt, cuivre, plomb, magnésium, molybdène, nickel, zinc	Brique de pierre de construction, ciment, argile, granulats, gypse, sable et gravier, ardoise	Bentonite, carbonates industriels, Kaolin magnésie, potasse de sel, silice, soufre	Diamant, Pierres
Utilisation finale	Electricité, Produits chimiques, Organiques, Combustible Industriels,	Activité aérospatiales, construction, électronique, ingénierie, secteur manufacturier, sidérurgie	Joannerie, Fabrication de monnaie, industrie	Construction, électricité électronique, ingénierie, secteur manufacturier	Construction	Céramique, chimie, fonderie, moulage, pigments, combustible, gaz, sidérurgie, métallurgie, traitement des eaux	Joannerie, industrie

... La mondialisation des marchés a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs miniers

Jusqu'au début des années 80, le secteur était essentiellement exploité par des entreprises d'Etat. Sous l'effet de la mondialisation, l'industrie minière a subi de profondes mutations dont la libéralisation du secteur, le retrait des Etats dans la gestion des entreprises minières nationales, l'émergence de la société civile et enfin la montée en puissance dans le secteur minier des économies émergentes.

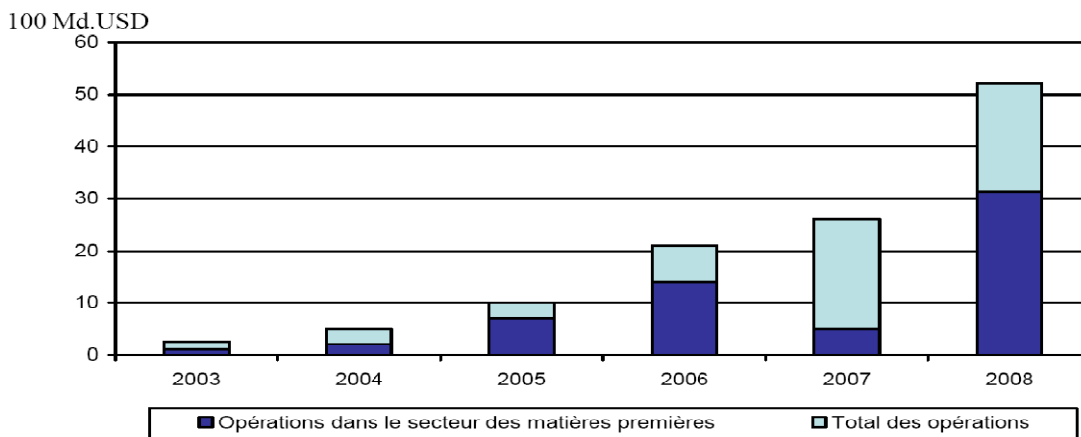
Figure 1 : part des économies émergentes dans la production mondiale de minerais



... La Chine est devenue le nouveau leader du secteur minier mondial

La montée en puissance des économies émergentes s’est confirmée par la prise de leadership de la Chine qui s’impose de plus en plus comme un acteur économique clé à l’échelle mondiale. Aujourd’hui, la majeure partie de l’investissement chinois notamment à l’étranger se fait en faveur du secteur minier. En pleine croissance, les besoins de la Chine en matières premières sont élevés. Ne disposant pas de certaines de ces ressources, la Chine se tourne vers les marchés extérieurs, notamment l’Australie et l’Afrique, pour s’approvisionner en produits miniers. C’est principalement cette forte demande chinoise qui a soutenu la montée des cours mondiaux de minerais de 2001 à 2007.

Figure 2 : répartition des investissements chinois à l’étranger



Source : Dealogic

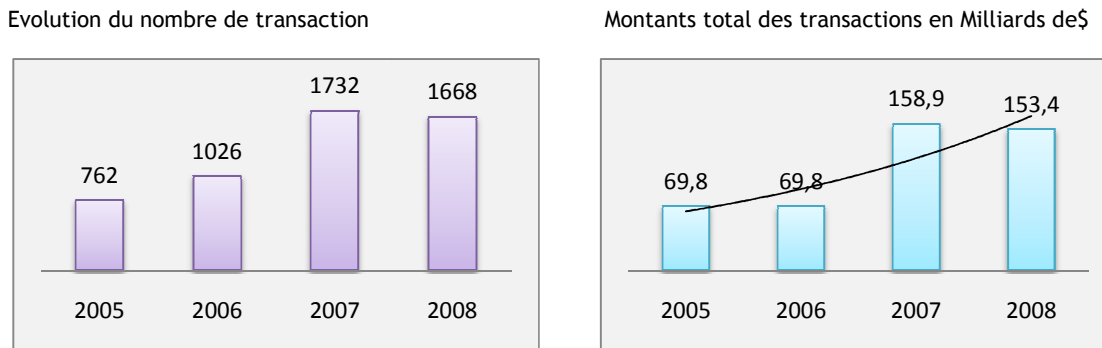
... Le secteur minier a été fortement affecté par la crise financière de 2008

Favorisée par une bonne configuration du marché, la période 2005-2007 fut caractérisée par un nombre record de transactions dans le secteur minier, avec un montant total de 158,9 milliards de dollars US. Tablant sur un maintien des prix à un niveau élevé, les majors du secteur spéculent sur des bénéfices plus importants incluant parfois le

remboursement de l'endettement nécessaire aux acquisitions. La stratégie des acquisitions rapides cible comme objectif de fond la création d'oligopole pouvant contrôler le marché.

Suite à la crise financière de l'automne 2008, le nombre de transactions a chuté. En 2009, les transactions étaient presque au point mort avant de rebondir au deuxième trimestre pour atteindre le niveau de 122 milliards de dollars US. Dans un tel contexte de crise, seules les entreprises les plus solides peuvent se risquer au jeu des acquisitions comme l'illustre l'OPA sur Anglo American du suisse Xstrata ou encore le rapprochement entre les deux (2) géants BHB BILLITON et RIO TINTO.

Figure 3 : évolutions des transactions dans le secteur



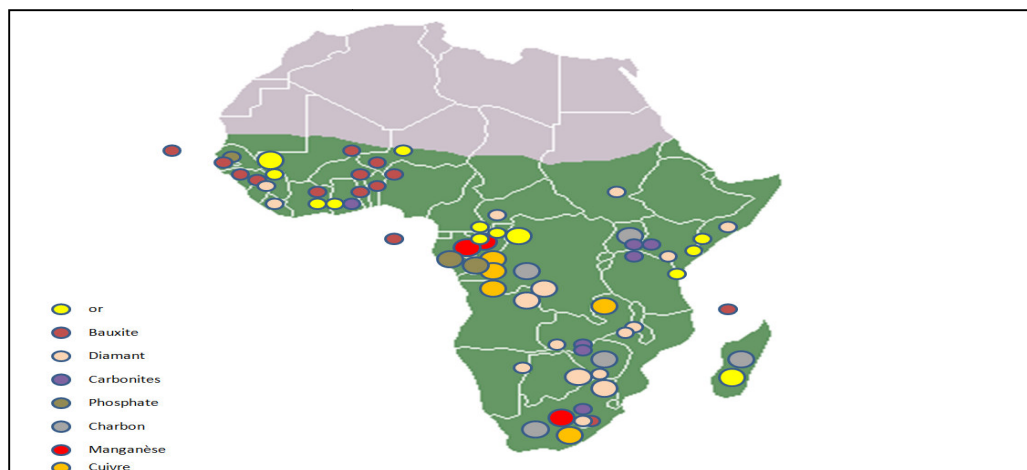
Source: PricewaterhouseCoopers, Mining Deals 2008 Annual Review

... L'Afrique subsaharienne est une zone au sous-sol riche en ressources minières

A côté de l'Australie et du Canada, l'Afrique est l'une de ces zones au sous sol richement fourni en ressources minières. L'exploitation des minerais y est une activité dominante et représente le premier poste d'exportation pour près de la moitié des pays Africains. La richesse du sous sol est estimée à 46 200 milliards de dollars US (source : *Journal les Afriques*). On y trouve également une diversité de minerais.

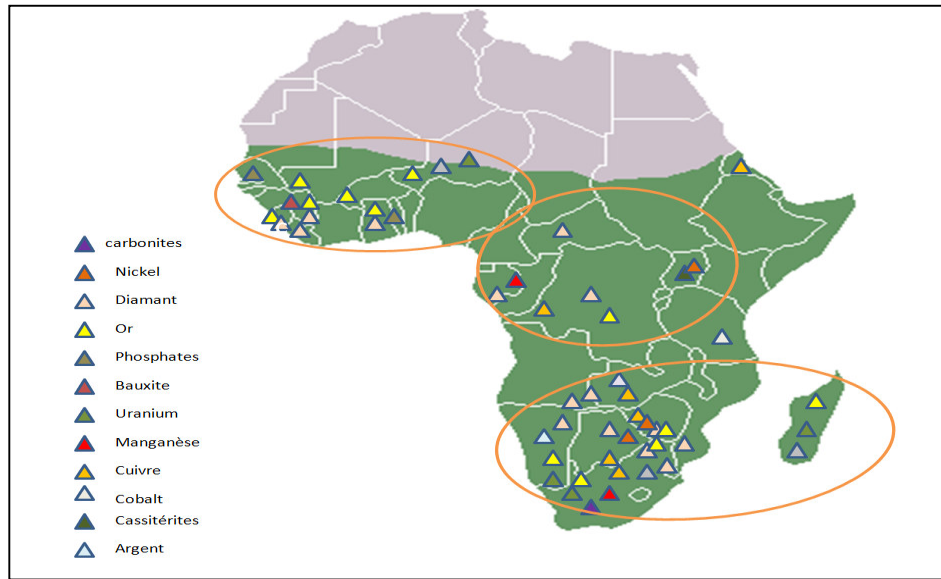
Figure 4 : cartographie des principaux gisements et zones de production en Afrique Subsaharienne

Principaux Gisements



Source : *Journal les Afriques*

Principales zones de production

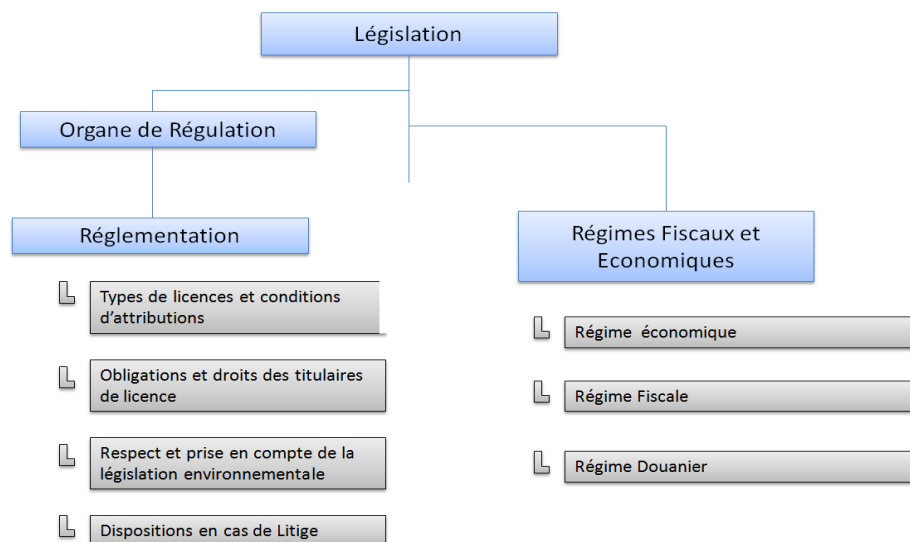


Source : Jeune Afrique, Hors Série

... La législation dans le secteur a été révisée afin de faire des mines un levier de croissance en Afrique

Longtemps placé sous le contrôle des sociétés d’Etat, le secteur minier Africain s’est progressivement ouvert aux investisseurs étrangers, sous la pression implicite de la Banque mondiale. Le Ghana fut l’un des premiers Etats africains à libéraliser son secteur minier pour le développer et en faire un levier de croissance au début des années 80. Aujourd’hui, le type de législations mises en place est dit de 3^{ème} génération ; ces législations sont moins flexibles que les précédentes et orientent davantage l’exploitation minière vers le développement économique des pays africains.

Figure 5 : représentation schématique du cadre réglementaire et institutionnel du secteur en Afrique subsaharienne



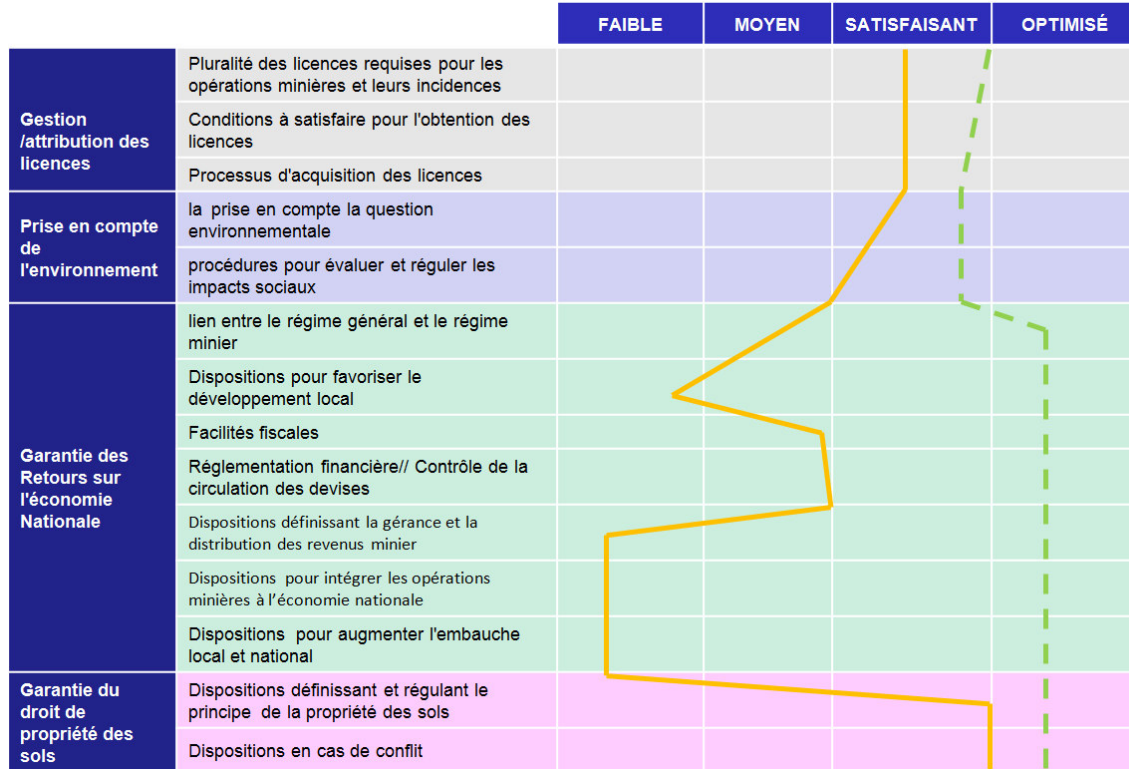
Les législations minières en Afrique sont toutes fondées sur le principe que les ressources minérales sont la propriété de l'Etat ; elles s'appliquent de manière égale à tous les investisseurs (publiques, privés, nationaux et étrangers). L'Etat n'ayant pas les moyens nécessaires pour assurer l'exploitation, c'est donc le secteur privé qui est sollicité pour mettre en valeur et exploiter ces ressources. De nombreuses incitations sont mises en place par les pays disposant de ressources minières pour attirer les investissements privés étrangers.

Tableau 2 : facilités réglementaires attribuées selon le niveau de production de d'exploitation

	Processus d'exploitation minière	Facilités Réglementaires et légales
Phase d'exploration	Exploration	Avant de commencer à ouvrir une mine, il faut conduire un programme d'exploration long et coûteux. Les dépenses d'exploration sont engagées avant qu'il y ait le moindre revenu disponible et c'est pourquoi les Etats ont adopté des dispositions particulières régissant le traitement des dépenses d'exploration avant production aux fins de l'imposition future des bénéfices.
Phase d'installation de la mine	Aménagement des mines	L'aménagement d'une mine demande beaucoup de capitaux et, dans un premier temps, il faudra importer de nombreux équipements très divers de fournisseurs spécialisés. Beaucoup de gouvernements tiennent compte de l'intensité capitalistique de cette industrie et offrent divers moyens d'accélérer le recouvrement des dépenses d'établissement une fois que la production a commencé.
	Importations d'équipements	Lorsque les équipements doivent être importés, l'Etat offre souvent un mécanisme de franchise de droits de douane pendant l'établissement de la mine et la plupart des pays offre aussi un allègement de la TVA sur les achats d'équipements, en particulier si la production de la mine est destinée à l'exportation.
Phase de production	Vente à l'exportation	Les produits miniers sont souvent destinés à être exportés sur des marchés très concurrentiels. La plupart des pays ne perçoivent que des droits minimes ou nuls sur les exportations de produits minéraux et en général les exportations sont exemptées de TVA.
	Cycles des prix des produits	Les mines produisent des matières premières dont les prix varient fortement en fonction de la conjoncture. En conséquence, certains pays prévoient une possibilité de suspension temporaire de la perception de certains impôts, et surtout des redevances, pour les mines qui ont des difficultés financières passagères, et autorisent le report des pertes.
	Dépenses après production	Lorsqu'une mine ferme et ne produit plus aucun revenu, la remise en état du site est souvent très coûteuse. Un nombre croissant de pays exige que les mines constituent des réserves pour les frais futurs de fermeture et de remise en état et permettent de les déduire des bénéfices imposables.
Dispositions générales	Stabilisation	De nombreuses mines sont exploitées pendant très longtemps et les entreprises cherchent à limiter leur risque en obtenant des garanties de stabilisation d'une partie ou de l'ensemble des impôts et taxes au moins pour une partie de la durée de vie de la mine. Les gouvernements peuvent employer à cet effet différents mécanismes législatifs ou contractuels.
	Accords négociés	Lorsque l'investissement est particulièrement important, l'Etat peut conclure un accord négocié comprenant des dispositions fiscales spéciales, qui se substituent à la réglementation et à la législation ordinaires, y compris en matière fiscale.
	Non-consolidation	La plupart des pays autorisent les entreprises à consolider toutes leurs activités aux fins de la détermination de l'impôt sur le bénéfice. Lorsqu'un accord négocié est en vigueur, il se peut que les bénéfices provenant de l'activité régie par cet accord soient exclus de la consolidation, même si la loi fiscale ordinaire n'impose pas une telle restriction.

Le rôle de l'Etat est donc passé ces dernières années et au gré des réformes, de celui d'actionnaire à celui de simple acteur régulateur du secteur. Ces changements sont certes de bon augure pour les économies africaines, mais beaucoup reste encore à faire pour avoir un cadre législatif mature et axé sur un développement économique durable.

Figure 6 : carte de maturité du cadre légal du secteur minier en Afrique Subsaharienne



... La crise financière a impacté la production de l'or, du diamant, des minerais ferreux et énergétiques en Afrique

L'Afrique dispose du tiers des ressources mondiales de minerais, tous types confondus. Ces dernières années, l'activité minière a globalement atteint des niveaux de production les plus élevés depuis 1995. Depuis cette période, la production de minerais est en hausse constante malgré la baisse due à la crise financière. Cependant, des différences d'évolutions sont à noter selon le type de minerais. En effet, la production des ressources classiques comme l'or et le diamant se tasse depuis quelques années autour de 20% et 50% de la production mondiale, tandis que les productions de minerais métalliques (le chrome, le cobalt ou le manganèse) et de minerais énergétiques sont en hausse constante.

En Afrique de l'Ouest, la crise a favorisé les producteurs d'or (Mali, Ghana) tandis que les projets d'extraction de minerais ferreux ont été abandonnés (Guinée, Sénégal). En Afrique Centrale, l'heure est plutôt à la restructuration du secteur minier avec non seulement la révision des codes miniers mais également la révision des licences d'exploitation minières attribuées (Congo), et la relance des activités d'exploitation minière (Cameroun, Gabon).

En Afrique Australe du fait de la forte dépendance au secteur minier, la baisse des cours s'est caractérisé par une baisse de la production, la fermeture des mines et des licenciements massifs menaçant le modèle économique de certains pays comme l'Afrique du Sud ou le Botswana.

Tableau 3 : Africa's share of global production (in 2005 and 2015E)

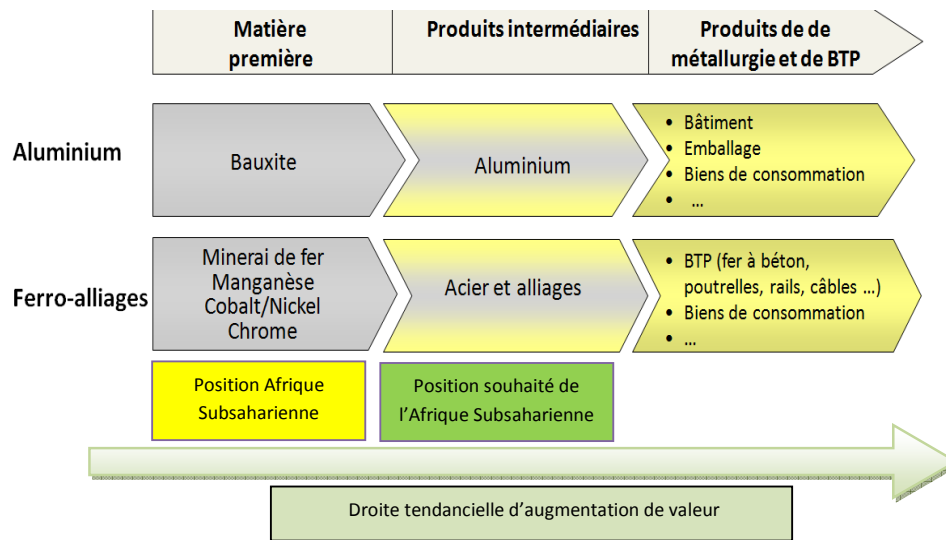
Minerais	unité	2005 productions			2015 productions estimées			Principaux pays producteurs
		Afrique	Monde	% Mondial	Afrique	Monde	% Mondial	
Platini	1 000 onces	5 115	6 640	77%	6 100	7 800	78%	Afrique du Sud, Zimbabwe
Cobalt	tonnes	3 2100	57 500	56%	48 000	80 000	60%	DR Congo, Zambie, Maroc
Manganèse	1 000 tonnes	4 010	10 400	39%	8 000	14 000	57%	Afrique du Sud, Gabon
Diamants	1 000 carats	90 400	196 000	46%	120 000	210 000	57%	Botswana, Namibie, DR Congo, Afrique du Sud
Palladium	1 000 onces	2 605	8 405	31%	3 100	9 000	34%	Afrique du Sud, Zimbabwe
Or	1 000 kg	522	2 470	21%	550	2 550	22%	Afrique du Sud, Mali, Tanzania
Uranium	tonnes	8 150	50 900	16%	12 000	55 000	22%	Namibie, Niger
Bauxite	1 000 tonnes	15 900	172 000	9%	30 000	200 000	15%	Guinée, Mali
Cuivre	1 000 tonnes	730	15 500	5%	2 000	23 461	9%	DR Congo, Zambie
Zinc	1 000 tonnes	410	9 560	4%	800	11 165	7%	Maroc, Namibie, Afrique du Sud
Charbon	1 million de tonne	249	5 886	4%	425	8 857	5%	Afrique du Sud, Mozambique, Zimbabwe
Alumine	1 000 tonnes	675	66 733	1%	780	94 673	1%	Guinée

... L'industrie minière africaine reste dominée par l'extraction et l'exportation de minerais bruts

Bien que substantiels, les revenus apportés par l'extraction minière sont minimes, en comparaison à ce que pourrait rapporter le produit raffiné, autant sur le plan purement fiscal que sur le plan macroéconomique avec la création d'emplois, la création de richesses pour les populations locales et surtout le développement de compétences pointues dans le domaine.

En Afrique subsaharienne, à l'exception de quelques pays comme l'Afrique du Sud, l'industrie minière est dominée par l'extraction des minerais et leur exportation à l'état brut. L'industrie minière africaine gagnerait à remonter dans la chaîne de valeur du secteur.

Figure 7 : schéma de prise de valeur de la Matière Première



... L'impact de l'industrie minière en Afrique est limité par les insuffisances, l'opacité et les malversations dans la gouvernance du secteur

L'Afrique, qui dispose d'une grande part des richesses minières mondiales, reste paradoxalement le continent le plus pauvre. L'impact attendu de l'exploitation minière sur les économies des pays africains et sur les populations locales, est peu perceptible. Dans plusieurs pays, des actes de mal gouvernance et de corruption sont régulièrement cités aux moments des concessions. De plus, les ressources de l'exploitation minière sont souvent détournées à des fins personnelles, au détriment du développement économique de la nation.

Par exemple, en République Centrafricaine un récent rapport a dénoncé des malversations financières dans le secteur des mines. Dans ce rapport de l'ITIE¹, il est clairement signifié que la somme manquante s'élève à 5 738 041 529 de F CFA ; cette somme qui devait être versée par les compagnies minières à l'Etat centrafricain, a été détournée.

La faiblesse du cadre légal et juridique semble être l'une des causes de la récurrence des actes de mal gouvernance. Certains acteurs profitent des vides juridiques pour se faire législateurs et en tirer illégalement des gains financiers importants.

... Les différentes facilités intégrées aux législations pour attirer les investissements ont réduit les retombées fiscales du secteur minier en Afrique

Pour de nombreux pays de la zone Afrique subsaharienne, le secteur minier constitue un secteur juteux, vecteur d'importants flux d'investissements étrangers. Dans un contexte de mondialisation, marqué par l'ouverture des économies et la course aux capitaux

¹ Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives : Norme internationale permettant aux entreprises de publier combien elles paient et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

étrangers, les Etats des pays en développement font souvent jouer la législation afin de rendre tel ou tel autres secteurs attractifs aux yeux des investisseurs.

Certains Etats n'hésitent pas à diminuer les contraintes réglementaires et juridiques, à alléger leur fiscalité. Cette situation conduit à des retombées souvent minimales pour les pays producteurs en Afrique subsaharienne. Au Ghana, pourtant principal producteur d'or du continent, cette perte a été évaluée à près de 68 millions de dollars américains. En Tanzanie, troisième pays producteur d'or d'Afrique, le manque à gagner a été évalué à 30 millions de dollars US par an. En Sierra Leone, les réductions d'impôts accordées à la seule entreprise minière Sierra Rutile s'élèvent à huit millions de dollars par an.

... A côté de l'industrie minière, l'exploitation artisanale reste assez prépondérante en Afrique

L'exploitation artisanale est une réalité dans la plupart des pays miniers de la zone Afrique subsaharienne. Au Burkina Faso, l'orpaillage (activité artisanale d'extraction d'or) mené sur plus de 200 sites procure des revenus à plus de 200 000 personnes vivant principalement en milieu rural. En Sierra Leone, le secteur minier informel ou « artisanal » du diamant emploie quelque 100 000 personnes dans le pays.

Cette activité est souvent réglementée du point de vue législatif ; mais l'application des législations est souvent laxiste, favorisant fortement la poursuite et le développement des exploitations minières informelles. Le travail d'inspection des exploitations artisanales est insuffisant de la part des autorités.

Il n'existe en Afrique aucun cas de soutien fructueux de l'extraction artisanale. Cette activité occupe pourtant une frange importante de la population active. L'exploitation du diamant en Sierra Leone a généré jusqu'à 120 000 artisans miniers. Au Congo, le gouvernement estime le nombre d'artisans miniers à 700 000 personnes. En Angola, malgré l'expulsion récente de creuseurs illicites congolais, il pourrait y en rester encore 150 000. Cependant, les régions minières n'ont pas attiré que des jeunes hommes à la recherche de diamants. Elles ont aussi attiré des acheteurs sans scrupules, des blanchisseurs d'argent, des trafiquants d'armes et de drogue, et des armées rebelles. Sans amélioration de la réglementation et du développement, ces menaces persistent.

... Malgré des ambitions sectorielles communes, les stratégies de développement de l'industrie minière ne s'inscrivent pas dans une approche régionale

L'Afrique subsaharienne compte autant de politiques minières que de pays. Cette situation relève d'un profond manque d'approche régionale entre les différents pays de la zone, malgré le fait que certains gisements se trouvent dans des zones frontalières. Pour le Président de la commission de la CEDEAO, les activités des industries extractives, dans leur organisation actuelle, sont en contradiction avec les intérêts et priorités des pays/collectivités locales en matière de développement socioéconomique.

Une approche régionale permettrait de rééquilibrer le rapport de force avec les multinationales du secteur et ainsi de négocier de meilleurs contrats. Agissant chacun de son côté, les Etats s'affaiblissent devant les investisseurs miniers et ne peuvent donc pas tirer un meilleur profit de l'exploitation de leur sous-sol. A côté de cette absence d'approche régionale, on peut également décrier le manque de structures de formation dédiées pour accompagner le développement de l'activité minière.

... La baisse des cours des ressources minières, à cause de la crise financière, a entraîné une chute importante des recettes pour les Etats en Afrique

Boosté par la forte demande du marché du début des années 2000, le prix des ressources minérales ont augmenté fortement jusqu'au milieu de l'année 2008. Pendant cette période les exportations des produits miniers en provenance des pays de la zone Afrique subsaharienne, notamment d'Afrique du sud ont augmenté. Malheureusement, la crise financière éclata au second semestre 2008, tirant à la baisse les cours des ressources minérales avec comme conséquence l'abandon de nombreux projets d'exploration, la fermeture de mines mais surtout une baisse des exportations et des recettes fiscales pour des Etats économiquement dépendant de l'exploitation des richesses de leur Sous-sol. Au Congo, la perte liée à la baisse des exportations de cuivre et de cobalt a été estimée à près de 930 millions de dollars US. Au Niger, la baisse des cours de l'uranium a occasionné une baisse de la valeur des exportations de 200 millions de dollars US. En Guinée, les recettes se sont réduites de 20%, du fait de la baisse des prix à l'international de la bauxite (premier minerai d'exportation du pays).

Pour beaucoup de pays, ce manque à gagner affectera fortement les finances publiques pour l'année 2009 et le budget de fonctionnement de 2010.

... L'arrivée de la Chine a accentué la compétition et ouvert la voie à des négociations d'Etat à Etat plus équitables pour l'exploitation des ressources minières en Afrique

Le sous-sol africain est l'un des plus convoités dans le monde. De nombreux conflits dans les pays africains ont comme finalité la mainmise sur les richesses minières. Aujourd'hui, la nouvelle configuration de la carte géopolitique mondiale avec la montée en puissance des nations émergentes, notamment de la Chine, les luttes pour l'exploitation du sous-sol africain sont plus âpres. Pour accéder aux ressources minières en Afrique, les actions de lobbying politique et autres séductions prennent de plus en plus de l'importance, par rapport aux actions de rebellions armées majoritairement exploitées dans le passé par certains groupes d'intérêts. Entre l'Occident et l'Orient, la compétition pour l'accès aux ressources porte aujourd'hui sur l'attractivité des offres de partenariats avec les pays miniers africains.

A cette course, la Chine semble mieux positionnée même si les occidentaux (Etats Unis, Europe) ont revu leur stratégie en Afrique en y intensifiant leur activisme politique. Avec l'arrivée de la Chine, les méthodes classiques d'accaparement des ressources à travers des conflits où encore le positionnement à la tête d'un Etat un allié sont en train d'être abandonnés au profit de négociations d'Etat à Etat plus transparente, où les retombées pour la population et l'économie locale sont beaucoup plus probables.

La méthode a certes changé mais l'intérêt pour le sous-sol africain reste d'actualité.

... L'industrie minière a le potentiel pour devenir un véritable levier de croissance économique et de lutte contre la pauvreté dans les pays africains

L'activité minière permet aux Etats africains de générer une masse substantielle de revenus, qui sont trop souvent mal réinvestis. En effet, grâce au revenu de la rente minière, il est possible de financer d'autres secteurs et de développer les infrastructures dans des pays qui en sont souvent dépourvus. La fiscalité représente pour les sociétés minières entre 40 et 60% de leur investissement total. Ces investissements alimentent donc

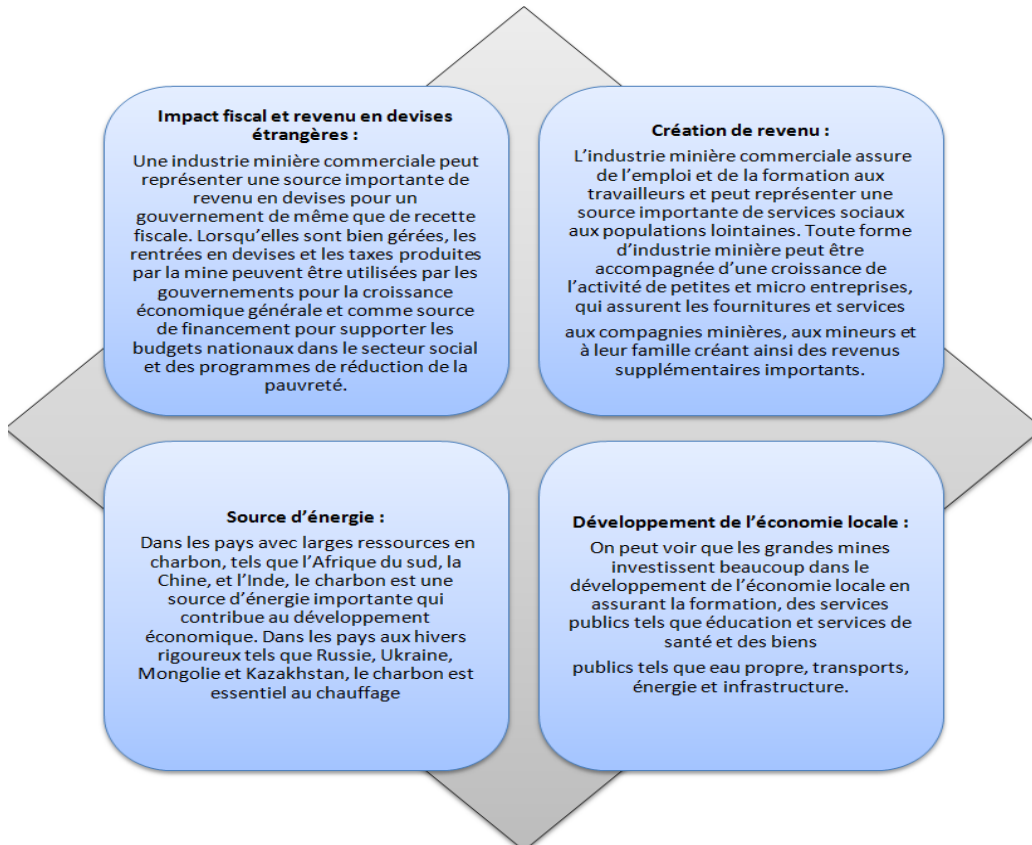
directement les caisses et le budget de fonctionnement de l'Etat. Bien réinvestis, ces fonds pourraient créer de la valeur.

Le continent n'est pas sans atouts et n'est pas sans disposer de possibilités pour faire du secteur minier un véritable levier de croissance économique. Les projets miniers en Afrique sont jugés particulièrement rentables (entre 10 et 19%), avec une qualité de minerai reconnu au plan mondial.

D'autre part, à travers les projets miniers, les Etats peuvent développer des partenariats publics-privés et faire par exemple financer la construction d'infrastructures de transport (routes, rails) par les compagnies minières. A cela s'ajoute le rôle moteur que les sociétés minières peuvent jouer dans les localités en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers une participation plus active aux actions de développement, à la création d'emplois et de revenus.

Souvent indexées comme esclavagistes modernes et destructeurs d'écosystèmes, les grandes mines investissent de plus en plus dans le développement de l'économie locale en assurant la formation, des services publics tels que l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, le transport, l'énergie... RIO TINTO, l'une des premières industries du secteur affiche clairement ces ambitions d'acteur actif de développement durable en promouvant dans ses valeurs le développement des relations avec les communautés locales, notamment par l'embauche. RIO TINTO promeut également le développement local et régional. Il convient de noter que les industries extractives sont parmi les plus grosses pourvoyeuses d'emplois au monde, donnant ainsi la possibilité de diminuer le taux de chômage et le taux de pauvreté dans les zones minières.

Figure 8 : opportunités de réduction de la pauvreté par l'exploitation minière



... Pour améliorer l'impact économique et social du secteur minier en Afrique, le renforcement du cadre législatif et l'assainissement de la gouvernance constituent une priorité

Du fait de la faiblesse du cadre réglementaire, les retombées de l'activité minière en Afrique Subsaharienne sont difficilement perceptibles. Elaborée et mise en place dans le but d'attirer un maximum d'investissements étrangers, ces législations sont plus en faveur des investisseurs que des Etats, voire même des populations. La forte demande de produits miniers de ces dernières années a favorisé un rééquilibrage du pouvoir de négociation, entraînant de fait un mouvement de renégociation des contrats miniers (ralenti par la crise économique). Renégocier les contrats miniers, les rendre plus équitables, revoir la législation minière pour la rendre plus transparente et plus équilibrée sont les principaux défis pour les Etats africains dans les prochaines années.

Le renforcement du cadre législatif permettra, entre autre d'accroître les retombées pour les Etats et les populations en exigeant plus aux compagnies, par le biais d'autres formes de rémunération de la rente minière. Il sera également possible d'atténuer l'impact environnemental et social tant décrié par les ONG.

L'autre priorité porte sur l'amélioration de la gouvernance dans un secteur pollué par la corruption et les actes de détournements. Les recettes et autres retombées liées au secteur ne sont que rarement utilisées de manière rationnelle ou durable. Ces différents aspects ont amené la Banque Mondiale à initier le programme d'Initiative pour la Transparence dans l'Industrie Extractive (ITIE), afin justement d'assainir le secteur et de promouvoir les pratiques de bonne gouvernance dans l'industrie minière. Aujourd'hui en Afrique, **une vingtaine de pays sont candidats à la conformité aux principes de l'ITIE. Ils disposent de deux (2) ans avant d'être déclarés comme conformes.** L'adhésion au programme ITIE est un premier pas franchi pas les gouvernements ; mais il convient de prendre les dispositions pour que cette adhésion ne soit juste une déclaration de bonne intention. N'étant pas les seuls acteurs, il sera néanmoins difficile pour les gouvernants africains de se défaire des pratiques de mal gouvernance qui sont dans certains cas opérées avec la complicité des multinationales.

Tableau 4 : liste des pays africains qui ont adhère à l'ITIE

Burkina Faso	Madagascar
Cameroun	Mali
Côte d'Ivoire	Mozambique
Gabon	Niger
Ghana	Nigeria
Guinée	République Centre Africaine
Sierra Leone	République Démocratique du Congo
Tanzanie	Zambie
	Guinée Equatoriale
	Liberia

... L'élaboration de stratégies régionales de développement du secteur minier et le développement de la transformation constituent un défi pour les pays africains

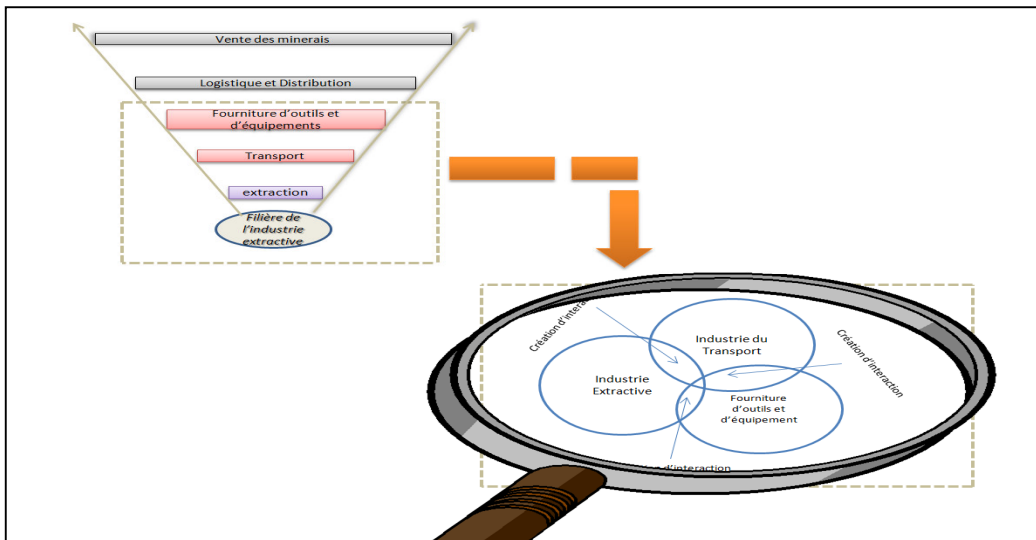
Il devient capitale pour les différentes communautés économiques en Afrique de bâtir des stratégies régionales de développement du secteur minier. Ces stratégies pourraient se baser sur trois (3) pôles :

1. Intégrer les enclaves minières dans les économies nationales et régionales ;
2. Développer une industrie de transformation et de valorisation locale de minerais ;
3. Développer les ressources humaines par la formation.

Du fait de la nature enclavée de l'industrie minière, elle n'a aucune interaction avec le tissu économique local ; ce qui diminue les impacts que pourrait avoir l'activité minière au niveau national. Le désenclavement de l'activité minière passerait par une intégration verticale de la filière. En analysant la filière de l'industrie minière, il s'avère possible de développer parallèlement aux travaux d'extraction, les activités de transport et de vente d'équipements.

L'intérêt d'un désenclavement économique du secteur minier réside dans sa capacité à créer des emplois indirects, mais aussi à développer les industries locales en relation avec les acteurs miniers.

Figure 9 : représentation des interactions possible à travers la filière de l'exploitation minière



Se limitant souvent à l'exportation du minerai traité mais pas raffiné, l'activité minière africaine doit chercher à remonter dans la chaîne de valeur en développant des industries de transformation et de valorisation des minerais. Le défi pour les Etats africains est d'arriver à imposer aux investisseurs l'implantation en locale d'unités de transformation. Il serait opportun dans ce cadre de profiter du contexte d'expansion de l'industrie minière et du rééquilibrage en cours du pouvoir de négociation pour procéder par étape, en proposant dans un premier temps la mise en place d'unités de petites tailles. L'intérêt sera de favoriser un transfert de compétences et de technologies pouvant permettre d'aspirer au développement d'installation de plus grande taille.

Cette remontée dans la chaîne de valeur doit également s'accompagner par le développement des ressources humaines, à travers une offre de formation de haut niveau (Ingénieur des mines, géologues...).

... Des réformes profondes sont nécessaires pour assurer un apport durable du secteur minier au développement économique des pays africains

Des réformes profondes sont nécessaires pour impulser la dynamisation d'un secteur stratégique pour la majorité des Etats et pour en faire le véritable cœur du développement économique. Prenant conscience de cette nécessité, plusieurs pays ont décidé de réformer leur secteur minier en misant sur la révision des contrats et sur la mise en place de nouvelles législations plus profitables à l'économie locale.

En Guinée, comme dans la plupart des Etats, la réforme vise à plus de transparence dans le secteur dans un pays où plus de la moitié des exportations proviennent de ce secteur ; elle vise également un renforcement des capacités, le développement intégré des infrastructures et la maximisation des impacts sociaux.

... La reprise des cours de minerais ouvre des perspectives importantes pour les pays miniers en Afrique

Pour les pays exportateurs de ressources minières, la chute des cours s'est accompagnée notamment de l'abandon de certains projets ou du licenciement massif d'employés des mines comme cela a été le cas en Afrique du Sud. Cependant, après une accalmie sur le marché, le troisième trimestre de 2009 a laissé apparaître une légère remontée des cours dopés par la relance de l'activité industrielle en Chine mais également par le faible coût du dollar US.

D'autre part, afin de faire face aux effets de la crise économique mondiale, le gouvernement chinois a lancé plusieurs projets assimilables à un plan Marshall. La réalisation de ces projets, souvent de grandes constructions immobilières, nécessite une forte quantité de métaux, notamment du fer, du cuivre et de l'aluminium. Cette demande impacte positivement les cours des minerais, faisant entrevoir aux majors du secteur, principalement celles opérant dans le segment du minerais de fer, une augmentation de leurs prévisions initiales. La hausse des cours des minerais ferreux induit un regain d'intérêt pour les pays africains détenteurs de ces ressources stratégiques.

CONTACTS

VOTRE CONTACT

Direction Marketing et Développement

Email : dmd@performancesconsulting.com

Performances Management Consulting

Immeuble Xeewel

15 Boulevard Djily Mbaye

BP 22 352 Dakar Ponty - SENEGAL

Tél. : (+221) 33 849 90 90

Fax : (+221) 33 849 97 10

Email : pmc@performancesconsulting.com

Site web : www.performancesconsulting.com



Performances
Management Consulting

PERFORMANCES
MANAGEMENT
SYSTEME D'INFORMATION
RESSOURCES HUMAINES
ORGANISATION
STRATEGIE

L'action au service de la vision.